

CISCAR, Centrale d'Achats des Réseaux Automobiles

77-81 ter rue Marcel Dassault 92100 Boulogne-Billancourt

FACTURE n°: L00010433 du: 01/06/18

LOUIS GRASSER SAS 21 RUE DE LA SABLIERE

67590 SCHWEIGHOUSE SUR MODER

Qté

Prix Unit.

Net

Montant Net

H.T.

TVA

FRANCE

Affaire n°: L00624

N° Contrat: L00624

Désignation

Acheteur:

Référence

Compte client: C00117 payeur: C00117

Période du 01/06/18 au 30/06/18

LOC.CISCAR.36TACI		TION CISCAR CLIP ADV SERIE:9102104-910210		UTHENTIQUE+PRIV	/ 1.00	298.00	298.00 €	C
CONDITIONS DE RE	GLEMENT	:						\sqcup
09_PRELEVEMENT		Base HT € Code	Taux	Montant TVA €	TOTAL HT €		298.00 €	
Le 01/06/18		298.00 € C220	20%	59.60 €	TOTAL TVA €		59.60	€
Montant 357.60 €		TVA ACOUNTIES SUB-	I ES DEDIT	re	TOTAL TTC € Acompte		357.60 € 0.00 €	
		TVA ACQUITTEE SUR LES DEBITS Une indemnité de 40 € sera due en cas de retard de paiement en application des articles L441-6 et D441-5 du Code du commerce			RESTE A PAYER €		357.60 €	

CONDITIONS GENERALES DE VENTE (extrait): Aucun retour de fournitures pour quelque raison que ce soit ne doit être fait sans accord préalable de CISCAR à laquelle doit être adressé un courrier d'accompagnement avec photocopie du bon d'expédition. De convention expresse, pour toute contestation, litige ou difficulté seul le Tribunal deParis est compétent. Sauf conditions particulières nos factures sont payables à 30 jours sans escompte en cas de règlement anticipé. Dans tous les cas, la date de règlement mentionnée sur la facture constitue la limite au de de laquelle des pénalités de retard seront appliquées (Loi 92.1442 du 31.12.1992).

Les sommes dues porteront intrêt de plein droit, après mise en demeure (sans que le taux puisse être inférieur à trois fois le taux de l'intérêt légal) et sans que cette clause nuise à l'exigibilité de la dette CLAUSE DE RESERVE DE PROPRIETE (Loi n° 12/05/1980) - CISCAR se réserve la propriété des EQUIPEMENTS ou MATERIELS vendus et livrés jusqu'à l'encaissement effectif des titres de paiement couvrant l'intégralité de leur règlement. En cas de non paiement total ou partiel pour quelque cause que ce soit, de convention expresse, CISCAR a la faculté, sans formalité de reprendre matériellement possession de ces EQUIPEMENTS ou MATERIELS aux frais, risques et périls de l'acquéreur.